

Déclaration liminaire des élus CGT Finances Publiques au Comité Technique Local du 16 octobre 2012

Madame la Présidente,

Il ne peut y avoir de développement économique possible dans un désert d'emplois. L'austérité qui nous est imposée au nom du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance va conduire encore des centaines de milliers de personnes au chômage en France en 2013.

Il n'y a pas non plus de développement économique et social sans services publics de proximité dotés des moyens suffisants pour répondre aux besoins des citoyens et de la société.

Lors des dernières réunions, nos ministres n'ont apporté aucune réponse positive, que ce soit en matière d'emplois, de rémunération ou de moyens de fonctionnement laissant ainsi de graves dangers peser sur l'exercice et l'avenir des missions et les conditions de travail des agents.

Après les suppressions d'emplois de ces dernières années, la perspective de nouvelles suppressions, même si l'on ne parle plus de Révision Générale des Politiques Publiques, ne va faire qu'aggraver les conditions de travail des agents, déjà durement dégradées, et altérer la qualité du service public rendu aux citoyens.

Et ce, d'autant plus que des crédits de fonctionnement et d'intervention, indispensables à l'action publique, vont également subir de lourdes amputations. La baisse de 7% annoncée sur les crédits de fonctionnement ne pourra avoir qu'un impact négatif sur les modalités d'accomplissement de nos missions.

Le mal être dans les services est profond. Vous devez en prendre la juste mesure. Vous devez le relayer à la Direction Générale.

Combien de collègues sont aujourd'hui livrés à eux-mêmes ! Déboussolés face à la masse d'informations qu'ils ne sont plus en mesure d'analyser, de digérer ! Combien de collègues ne peuvent plus assumer normalement leurs missions ! Combien de collègues disent "nous ne savons pas faire" ! Combien de collègues en ont assez de travailler non pour assumer des missions au service du public mais pour servir des indicateurs ! Combien de collègues se font écrêter leur temps de travail, ou ne prennent pas tous leurs congés ! Certains sont même contraints de revenir travailler des jours de temps partiel ! Quant à nos collègues, militants syndicaux, il leur est de plus en plus difficile de participer aux réunions de travail de notre organisation syndicale parce que leur absence des services n'est simplement plus possible ! Les agents de la DDFIP, chaque jour plus corvéables, en ont assez !



Nous vous avons déjà alerté pour vous dire que la pression est trop forte, la déstabilisation des collègues trop importante, que le mal vivre au travail devient insupportable.

Le temps que l'on passe au travail est un moment suffisamment important de la vie de chaque agent pour que ce ne soit pas un moment de souffrance : souffrance de ne plus pouvoir faire, souffrance de ne plus savoir faire, souffrance de ne plus comprendre ce que l'on fait, souffrance de ne plus supporter la pression.

Dernièrement, un collègue de la Paierie départementale s'est suicidé. Nous ne prétendons pas que les seules conditions de travail sont la raison de son geste. Il n'en reste pas moins que ce que l'on vit aujourd'hui à la DGFIP ne peut que rajouter un mal être au mal vivre auquel des agents peuvent être confrontés. Et cela est inadmissible.

L'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations est une nécessité absolue. Les suppressions programmées pour 2013 sont insupportables. Il est temps de faire un bilan de la fusion pour réimplanter des emplois partout où cela est nécessaire.

Par ailleurs, le pouvoir d'achat des agents de la DGFIP demeure un enjeu essentiel, qu'il s'agisse de la revalorisation de la valeur du point d'indice, du régime indemnitaire, du remboursement des frais de déplacement ou de la reconnaissance des qualifications. Les agents ne doivent pas payer la crise dont ils ne sont pas responsables !

Enfin, alors que le plan de qualification avait été annoncé comme reconduit pour 2012 par le nouveau ministre délégué au budget, les promotions au grade de contrôleur principal ont chuté par rapport au volume de promotions antérieures. Cette chute représente 200 agents non promus, elle augure mal des futurs volumes de promotions et des annonces en matière d'emplois qui devraient découler de la présentation du budget 2013 dévoilé le 28 septembre.

Au plan local, Madame la Présidente, nous ne pouvons que constater et déplorer le peu d'égard que vous avez, vis à vis des collègues et de leurs organisations syndicales.

Dans un courriel en date du 3 septembre dernier, nous vous adressions nombre de revendications locales des agents de ce département : à ce jour, vous ne nous avez communiqué aucune réponse à leurs demandes. Chaque jour, vous demandez à vos agents d'exécuter dans des conditions toujours plus pénibles, les travaux nécessaires à l'accomplissement de leurs missions ! Votre silence à leurs demandes pour simplement travailler dans de meilleures conditions, n'est pas acceptable !

S'agissant du CTL de ce jour, nous constatons que le 1^{er} point à l'ordre du jour, la réorganisation départementale du courrier, est déjà bouclé : travaux effectués dans la salle courrier du site des Mazières, achats de deux machines à timbrer performantes et réunions d'information sur la nouvelle organisation du courrier auprès des services avant même que ce CTL ne se soit tenu ! Devons-nous vous rappeler, Madame la Présidente, notre légitime représentativité !

Il est par ailleurs constaté que, contrairement à vos engagements et en application de décisions nationales établies en concertation avec les organisations syndicales, vous ne nous avez pas communiqué de plan prévisionnel semestriel des réunions en CTL et CAP. Il n'est pas possible de continuer à travailler ainsi !

Plus que jamais, au plan national et local, nous sommes porteurs des revendications des agents de la DGFIP : nous sommes leur voix, ils nous ont élus pour cela !

Madame la Présidente, il est temps de nous répondre, de répondre aux revendications des agents de la DDFIP par des actes. Les agents ne veulent plus entendre de promesses. Ils sont lassés d'entendre parler de moins de fonctionnaires mieux payés quant on leur applique des journées de carence et que leur point d'indice est bloqué depuis des années. Ils ne veulent plus de reengineering des processus censés améliorer leurs conditions de travail mais des personnels supplémentaires. Les agents de l'Essonne veulent des actes concrets.

Les correspondants
CGT Finances publiques de l'Essonne

Arpajon	Nicole RICHARD	01.69.26.84.44
Corbeil	Paulette LEMOINE	01.64.96.83.52
Corbeil CH	Gilles BAUDET	01.48.18.80.72
Corbeil CH	Sylvie BOISSON	01.60.90.51.53
Corbeil HDI	Agnès RISACHER	01.60.90.52.62
Corbeil HDIF	Guy ANDRIEU	01.60.90.51.45
Etampes	Dominique TISSIER	01.69.92.65.63
Évry	Eric NAYAC	01.69.47.19.20
Évry	Elisabeth SPONTON	06.62.35.03.28
Évry municipale	Michèle SENECHAL	01.69.47.13.81
Évry municipale	Norbert DEJEAN	01.69.47.13.75
Évry TG	Fabienne LE FUR	01.69.13.27.05
Juvisy	Pascal BONODOT	01.69.12.53.80
Dourdan	Isabelle DULIEU-THOMAS	01.64.59.70.63
Massy CH	Pascale AMBLARD	01.69.93.32.03
Massy Nord	Angélique TEILLARD	01.69.93.32.47
Massy Sud	Florence TERNISIEN-GYSIN	01.60.13.85.43
Palaiseau	Mario OCCHIPINTI	01.69.31.84.44
Savigny	Claude BOURDAJAUD	01.69.44.83.63
SIP Arpajon	Anthony FAGON	01.69.26.84.73
SIP Juisy	Nicolas DAVID	01.69.12.53.98

Ne restez pas isolé
Syndiquez-vous à la CGT Finances
Publiques

Vous pouvez consulter notre site internet
<http://www.financespubliques.cgt.fr/91/>